Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 44 (2017)
Heft: 1

Artikel: L'artisan suisse, une fierté nationale qui s'exporte
Autor: Lettau, Marc
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912323

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

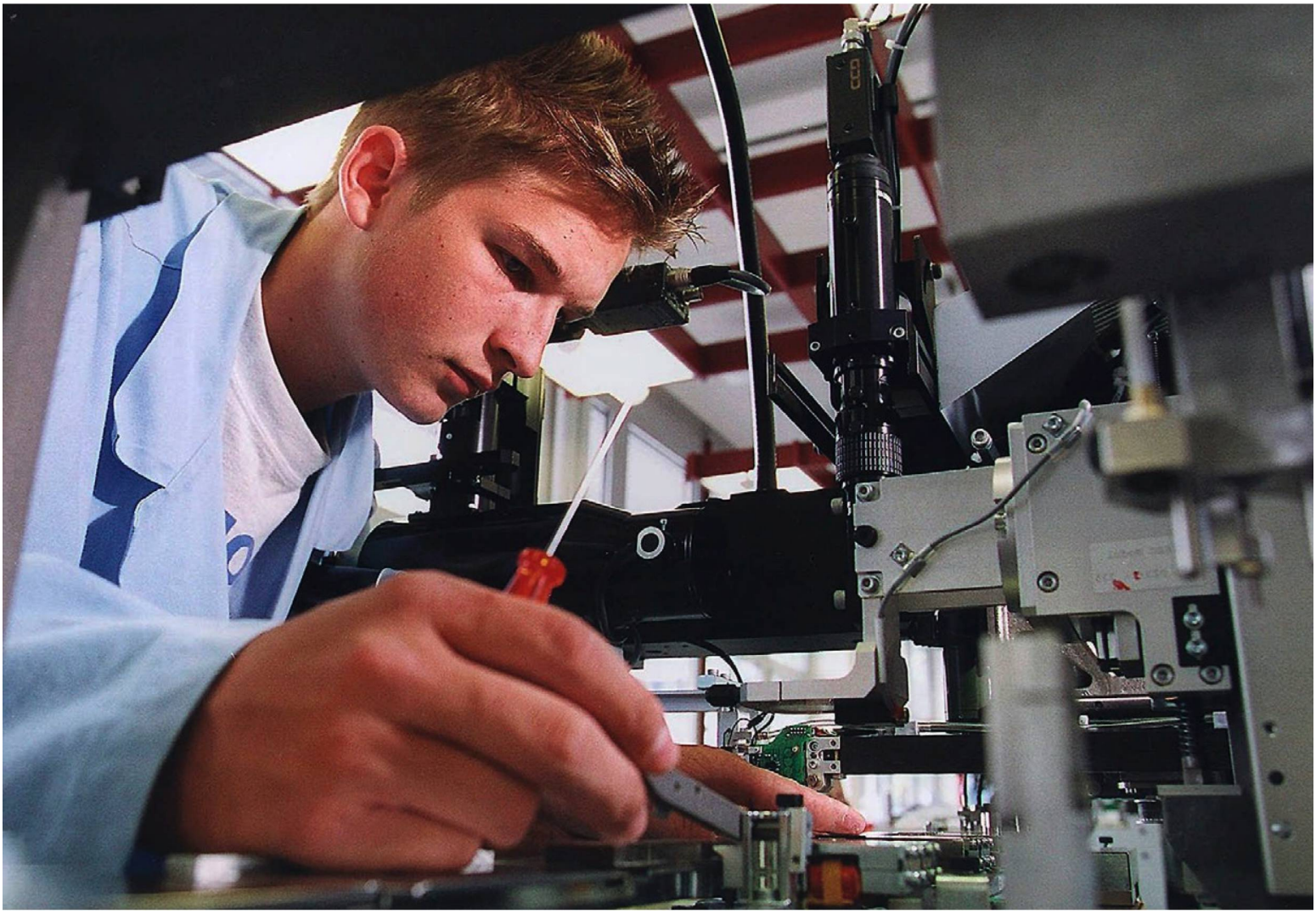
Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'artisan suisse, une fierté nationale qui s'exporte

Elle allie pratique et théorie comme nulle part ailleurs, contribue à réduire considérablement le chômage et est un pilier de l'exportation: la formation professionnelle suisse sert de modèle pour de nombreux pays qui souhaitent réformer leur propre système de formation. Mais exporter un tel système n'est pas chose aisée.



Contrairement à beaucoup de pays, notamment en Europe de l'Est, la formation professionnelle est une voie prestigieuse en Suisse. Photo Keystone

MARC LETTAU

Priorité aux projets tangibles: tel était le mot d'ordre des années 60, époque où la Suisse a commencé à fournir une aide publique au développement. Par «tangible», on sous-entendait alors qu'il fallait certes combattre la faim et la pauvreté dans le monde, mais à l'aide de projets concrets, visant la transmission d'un savoir et de compétences typiquement suisses et orientées vers la pratique, représentatifs des valeurs nationales. La réponse de la Suisse, pays des montagnes, des vaches et des maîtres fromagers, s'impose d'elle-même: le personnel humanitaire suisse part dans les Andes péruviennes former des agriculteurs de montagne en difficulté dans des fromageries construites à cet effet. Auparavant, des organisations humanitaires non gouvernementales suisses avaient conduit les mêmes projets dans les montagnes du Népal. Les projets au Pérou et au Né-

pal reposaient sur l'idée que la transmission de connaissances professionnelles permettaient de mettre sur les rails un développement de large portée, de favoriser l'accès des plus démunis à l'emploi et d'améliorer leur alimentation – grâce au bon lait.

Naturellement, une fois mis en œuvre, les projets n'ont pas toujours été à la hauteur des aspirations. Il n'empêche qu'ils ont permis d'amorcer un mouvement d'exportation de la formation professionnelle suisse, qui ne s'est jamais démenti. La liste des projets de formation professionnelle suisse est longue: Bolivie, Burkina Fasso, Ghana, Inde, Indonésie, Myanmar et bon nombre d'autres pays, dont le Népal, où les projets de développement suisses ont débuté. Aujourd'hui, la Suisse y concourt en organisant des formations pouvant être suivies en cours d'emploi.

La réputation du système de formation professionnelle suisse impressionne également de grandes nations industrialisées. En 2015, les États-Unis ont signé un accord sur la formation professionnelle avec la Suisse. Outre-Atlantique, on veut comprendre comment la Suisse réussit aussi bien à mettre en adéquation les formations professionnelles et l'économie. Suzi LeVine, ambassadrice des États-Unis à Berne, trouve fascinant le niveau d'interaction des entreprises avec les écoles professionnelles publiques.

Deux tiers des étudiants optent pour un apprentissage

Cela n'a toutefois rien d'étonnant pour les professionnels suisses. Il faut dire que, dans le pays, la formation professionnelle est une voie prestigieuse. Deux tiers des jeunes Suisses optent pour une formation professionnelle, tournant le dos aux études préacadémiques du gymnase, qui favorisent l'apprentissage en cours magistral. En s'orientant vers la professionnalisation, ces étudiants font le choix de la réussite. En effet, la haute compétitivité de la Suisse repose sur son personnel bien formé et la formation professionnelle est la clé du faible taux de chômage. La Suisse ne produit pas de «chômeur diplômé». Alors que le taux de chômage moyen frôle les 10 % en Europe, il n'est que de 3,3 % en Suisse. Le plus souvent, les jeunes adultes suisses n'ont pas à vivre l'épisode décourageant de ne pas pouvoir s'insérer sur le marché de l'emploi.

Ce résultat est stupéfiant. Pourtant, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) critique régulièrement le système de formation suisse, à qui elle reproche un taux de maturité le plus bas en Europe. Dans les pays européens, plus de 60 % des jeunes suivent une formation gymnasiale pour s'inscrire ensuite dans une université, contre 20 % seulement en Suisse. Cette distance par rapport à l'enseignement académique s'explique par le succès rencontré par la formation professionnelle suisse, qui s'inscrit dans un système de formation très perméable proposant des voies alternatives jusqu'à l'enseignement supérieur. Tout diplôme professionnel quel qu'il soit peut être complété par une formation. Il est ainsi courant en Suisse aujourd'hui que des jeunes optent pour une formation professionnelle puis s'inscrivent à l'examen de maturité en cours de formation ou durant leur première année d'exercice de leur profession. Cette «maturité professionnelle» leur ouvre les portes des hautes écoles et des universités. Près de 40 % des jeunes qui poursuivent actuellement leurs études ont dans un premier temps opté pour le système de formation professionnelle dual, orienté sur la pratique – et cette tendance est à la hausse.

Idéalisation à l'étranger

Faible taux de maturité, faible taux de chômage, pas de pénurie de main-d'œuvre notable: ces trois éléments expliquent l'attrait qu'exerce le modèle suisse ailleurs dans le monde. L'été dernier, la Serbie a elle aussi annoncé qu'elle souhaitait importer le modèle suisse. Sa voisine, la Bulgarie, a entamé une réforme drastique de son système de formation professionnelle. Une refonte jugée très prometteuse par les professionnels du secteur en Suisse. Attention toutefois à ne pas enjoliver la réalité. Les expérimentations réalisées ces 50 dernières années montrent que l'exportation du modèle de formation professionnel se heurte à certaines limites. Il ne saurait être transposé à l'identique et nécessite d'être adapté aux réalités du pays. Avant toute chose, il ne faut pas oublier que la formation professionnelle suisse se conforme à l'idée de base de la «Willensnation» ou nation née d'une volonté politique commune et du système de milice: l'économie et les entreprises d'apprentissage favorisent la prise de responsabilité et l'État crée un cadre réglementaire stable et nécessaire. Or ces conditions sont rarement réunies dans les pays en développement. D'un point de vue historique, la formation professionnelle suisse existe depuis 200 ans, indépendamment du système de corporation qui a favorisé grandement l'artisanat et la fierté d'être artisan. Pour les membres des corporations, le métier exercé façonnait l'identité et

La formation professionnelle duale

Une formation professionnelle duale transmet en parallèle des connaissances techniques et scolaires. Les étudiants travaillent par exemple pendant trois jours de la semaine dans leur entreprise et se rendent deux jours par semaine dans leur école professionnelle, qui leur propose également un enseignement général. En Suisse, la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail s'engagent ensemble en faveur de la formation professionnelle. L'économie suisse ne se contente donc pas de «cueillir» les travailleurs qualifiés à l'issue de leur parcours de formation mais est largement partie prenante de leur professionnalisation. (mul)

Le système de formation dual bénéficie d'une campagne active en Suisse également – à l'exemple de celle du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation.

était garant d'une position sociale. Cela est encore vrai aujourd'hui.

Il arrive parfois que l'approche tangible d'autrefois – qui consistait à inculquer l'art du fromage aux agriculteurs de pays lointains – entraîne une représentation excessive de l'engagement suisse actuel en faveur de la formation professionnelle dans les pays en développement et en transition. La Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) n'investit plus que 4 % de son budget dans des projets de formation professionnelle au sens strict. Quant à l'aide accordée aux pays d'Europe de l'Est, l'enveloppe est encore plus faible. Une évolution que Rudolf Strahm, économiste spécialiste des questions de l'aide à la formation et au développement, ne manque pas de critiquer: selon lui, la contribution de la Suisse au développement se serait éloignée de sa vocation première. Aujourd'hui, les moyens seraient distribués à un nombre incalculable de pays au bénéfice de causes les plus diverses. Un point de vue que des experts de tous horizons partagent – ou tentent du moins de justifier en arguant que les objectifs de développement évoluent partout dans le monde. Ainsi, dans le cadre des Objectifs du Millénaire de l'ONU soutenus par la Suisse, la priorité éducative n'est plus à la formation professionnelle mais à l'école primaire et l'alphabétisation. L'idée sous-jacente est claire: le meilleur système de formation professionnelle ne saurait être pleinement efficace si les jeunes défavorisés n'apprennent ni à lire ni à écrire. Pourtant, dans son nouvel agenda pour le développement durable, l'ONU a à nouveau changé de cap et exige de la communauté internationale qu'elle facilite l'accès à une formation professionnelle accessible et de haute qualité.

Outil de diplomatie économique

Le transfert de l'éducation en Suisse n'est pas l'apanage de la DDC. La ministre de la Justice Simonetta Sommaruga (PS) est également une grande alliée des projets de formation professionnelle à l'étranger. Elle souhaite une hausse des investissements de formation professionnelle dans les pays d'origine des demandeurs d'asile. Les flux migratoires d'origine économique étant désormais une constante, cette approche devrait gagner en importance à l'avenir. Mais si quelqu'un a fait de la formation professionnelle son cheval de bataille, c'est bien le conseiller fédéral Johann Schneider Ammann, qui l'a érigée en outil de la diplomatie économique suisse. Les délégations commerciales étrangères venues en Suisse pour passer à la loupe le système de formation professionnelle sont toujours plus nombreuses.

Le succès est-il toujours à la clef? Pas de l'avis de Mauro Dell'Ambrogio. Fin 2015, le secrétaire d'État à la recherche et à l'innovation a déclaré sans ambages qu'à sa connaissance, quelques expériences ponctuelles avaient porté leurs fruits mais qu'aucun pays n'avait mis sur pied un système de formation professionnelle dual. Cette admiration mondiale pour le système de formation suisse serait ainsi trompeuse. Pour Mauro Dell'Ambrogio, il ne faut pas oublier que «la transposition incompatible du modèle» pourrait même avoir des conséquences dommageables, par exemple pour les employés les plus âgés qui ne pourraient prétendre au même niveau de salaire du fait de l'insuffisance de leur formation professionnelle. Pour être attrayante, la formation professionnelle doit jouir d'un certain prestige – que seuls les diplômés aux carrières exemplaires confèrent à une formation – ce qui ne se fait pas du jour au lendemain, estime Mauro Dell'Ambrogio.

Le prestige fait la différence

La position de Dell'Ambrogio a été vivement critiquée. Pourtant, bon nombre d'experts disent en substance la même chose: le succès d'une formation dépend fortement de son prestige. Si les apprentis suisses sont fiers des formations auxquelles ils ont accès, les avis sur la formation professionnelle sont souvent beaucoup plus réservés dans les pays souhaitant importer le modèle suisse. Les voies menant vers les métiers de l'artisanat sont sous-estimées et n'offrent guère de perspectives. Et les exemples ne manquent pas. Lorsque Caritas a voulu mettre en œuvre des projets de formation professionnelle au Kosovo, les autorités locales ont chaleureusement accueilli l'œuvre caritative. Reste qu'elles ont au départ boudé la filière professionnelle, lui préférant les cursus universitaires. Caritas, qui a dû revoir son argumentaire, a conseillé de proposer des formations professionnelles chapeautées par une université.

MARC LETTAU EST RÉDACTEUR À LA REVUE SUISSE.